

WikiLeaks version 1794

Patrick Vincent, professeur d'anglais à l'Université de Neuchâtel, raconte les mésaventures de l'ambassadeur britannique en Suisse en 1794, qui font relativiser les fuites de WikiLeaks



«Une démocratie alpine frustrante», l'expression de Peter Conewey, ancien ambassadeur américain en Suisse, est devenue quasi proverbiale depuis sa révélation par WikiLeaks en novembre dernier. Bon nombre de Suisses s'en targuent même. Or les relations «cordiales, mais pas vraiment émotionnelles» entre la Suisse et les pays anglo-saxons ont un précédent historique à la fois amusant et édifiant. Il nous rappelle à quel point il est essentiel d'interpréter dans leur contexte, et avec du recul, les informations divulguées par WikiLeaks.

Dans une dépêche envoyée le 9 août 1794 à Lord Grenville, ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Robert-Stephan FitzGerald (1745-1833), ministre plénipotentiaire auprès du Corps helvétique, exprima une semblable frustration que Conewey à l'égard de LEE. de Berne: «Je pense qu'il est mon devoir de vous annoncer que ma situation est devenue extrêmement agaçante même si je suis fier de l'indifférence et de la réserve froide que la majorité des gens juge de bonne forme, ceci en hommage à Monsieur Barthélémy et les siens, non pas à cause de moi.»

FitzGerald, en poste depuis octobre 1792, n'avait pas la vie facile. La Grande-Bretagne n'entretenait pas de bureau diplomatique permanent et ne payait pas ses ambassadeurs, qui étaient obligés de subvenir à leurs propres besoins. Pire, une mission qui avait toujours été considérée comme une sinécure devint du jour au lendemain la plus exigeante d'Europe. Les Britanniques voulaient rallier le Corps helvétique à leurs côtés dans la première guerre de coalition à ses côtés, or les Suisses ne voulaient rien entendre. Berne, Bâle, et Genève devinrent des postes d'écoutes très convoités, tandis que l'espionnage assumait une importance accrue dans la stratégie des grandes puissances.

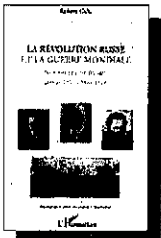
Lecture

La Révolution russe, morceaux choisis

Robert Galic

La Révolution russe et la Guerre mondiale. Nouvelles de Russie (Janvier 1917-Mars 1918). Décryptage à partir du journal «L'Illustration»

L'Harmattan, 239 p.



En janvier 1917, les armées de l'Entente et celles des Empires centraux s'affrontent depuis déjà deux ans et demi dans une guerre mondiale à l'issue encore incertaine. Saigné à Tannenberg, en Prusse orientale, le «rouleau compresseur russe» a dû se replier sur une ligne de front s'étirant de la Baltique aux Carpates.

FitzGerald méprisait le travail d'espionnage, et Londres fut obligé en septembre 1794 de lui envoyer le professeur genevois Marc-Auguste Pictet, à qui il ne fit jamais complètement confiance, pour contrôler les «correspondants», ou agents secrets de l'époque. Le ministre britannique se plaignait aussi de toutes les intrigues que fomentaient les agents français ainsi que les 5000 émigrés ayant trouvé refuge dans nos frontières. Dans une dépêche envoyée à Londres le 1er juin 1794, il écrit que la Suisse grouille «d'émissaires de la Convention française» et qu'ils sont trop nombreux à venir lui réclamer un passeport. «Comme il me paraît impossible de faire la part des choses entre les amis et les ennemis et entre une race d'hommes qui a des principes et une qui n'en a pas, je refuse de donner des passeports à un quelconque étranger.»

«Imagine-toi, écrit Barthélémy à propos de l'ambassadeur anglais, qu'il n'a pas donné un verre d'eau à un seul Bernois»

ger.» A ce manque de discernement et à ce sentiment de panique on peut ajouter un certain détachement face aux événements qui l'entouraient. Ainsi, dans les dépêches qui documentent la révolution qui gagnait le Pays de Vaud, les Grisons et Genève, on a l'impression de lire le récit d'un voyageur plutôt que les missives d'un acteur politique.

Comme le suggère sa dépêche du 9 août, la plus grande source de frustration pour FitzGerald était François de Barthélémy, ambassadeur de France auprès du Corps helvétique. Roturier de naissance, Barthélémy avait été nommé par Louis XVI peu de temps avant l'exécution du roi. Un réformateur modéré qui jouait le jeu de ses patrons au Comité de salut public tout en défendant la neutralité des Suisses, il jouissait d'une excellente relation avec le dernier avoyer de Berne, Nicolas von Steiger et avec les autres membres de la Diète (ceci

malgré son expulsion de Soleure et leur refus d'accréditation). C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple, Berne voyait d'un œil indulgent le trafic de bétail entre la Souabe et la France à travers le territoire confédéré: FitzGerald protestait fébrilement contre cette violation de la neutralité, mais c'est Barthélémy qui avait le dernier mot.

L'ampleur de la correspondance de Barthélémy atteste de l'énergie et de la virtuosité du personnage. Lord FitzGerald fait pâle figure en comparaison. Frère aîné de Lord Edward FitzGerald, le chef des indépendantistes irlandais abattu en 1798, et parent éloigné du poète W. H. Auden, il n'avait rien du héros romantique ni du poète. Selon l'historien Michael Durey, «FitzGerald [...] était un diplomate de carrière, prisonnier de son éducation, de ses capacités limitées et de son habitude des rigidités et du protocole de l'Ancien Régime.» Barthélémy était encore moins flatteur à son égard. Venant d'apprendre que le ministre britannique n'avait aucune intention de sortir la Suisse de sa neutralité, il envoya une dépêche à Paris datée du 3 Fructidor an II (20 août 1794): «Je suis porté à le croire, connaissant le caractère paresseux et indifférent de FitzGerald. Imagine-toi que depuis deux ans que ce ministre est à Berne, il n'a pas donné un verre d'eau à un seul Bernois. Sa femme ne voit aucune femme du pays. Ils sont aussi ignorés à Berne que s'ils n'y demeuraient pas. Ils s'ennuient horriblement et parlent d'aller passer l'hiver dans le pays de Vaud. Quand on se conduit ainsi, il est impossible qu'on se fasse des partisans.»

En septembre 1794, FitzGerald et sa femme se résolurent enfin à quitter Berne et s'installèrent à Lausanne, où au moins on parlait français. Le ministre fit l'effort en automne de visiter les cantons primitifs et rencontra partout des magistrats qui lui exprimèrent à la fois leur mépris des «principes français» et leur respect pour Barthélémy. En octobre, il s'abaissa même à participer à une intrigue antirévolutionnaire montée entre autre par Jacques Mallet du Pan. Pour la première fois il jugea bon d'envoyer des messages cryptés,

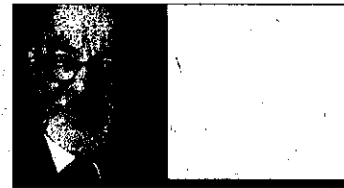
tandis que le mémoire des constitutionnalistes fut apparemment transmis depuis Paris sur la robe de gaze transparente de Madame Tallien, une des Merveilleuses. Londres envoya à Berne un autre diplomate, un certain William Wickham, pour voir si FitzGerald avait été manipulé, ce qui s'avéra être le cas.

Le 13 novembre, tandis que l'ambassadeur français organisait à Bâle des négociations de paix secrètes avec la Prusse, FitzGerald se plaignit dans une dépêche que rien ne se passait en Suisse et critiqua «la toute petite politique (diminutive politics) qui caractérise les affaires intérieures de ce pays». Frustré de ne pouvoir convaincre le Corps helvétique de se joindre à la coalition, il en énuméra les raisons, qui étaient principalement d'ordre commerciales et financières, puis demanda un congé. Comme toujours, Lord Grenville lui répondit de manière rassurante. Son congé lui fut presque immédiatement accordé car le ministre des Affaires étrangères avait trouvé en la personne de Wickham un ambassadeur bien plus énergique et capable.

Entre 1795 et décembre 1797, lorsqu'il fut obligé de quitter la Suisse sous pression de la France, Wickham aida les fugitifs royalistes, organisa des réseaux d'espions, leva des troupes contre la France, finança l'armée émigrée et organisa un «Great Plan» qui devait faire passer le général Pichegru avec ses troupes au camp contre-révolutionnaire pour ensuite envahir la France... FitzGerald, quant à lui, devint ambassadeur à Copenhague et à Lisbonne, puis se retira de la vie publique en 1807: Quelques semaines avant de tirer sa révérence aux cantons le 1er janvier 1795, il envoya une dernière dépêche à Londres dans laquelle il fait état d'une rumeur selon laquelle «une vaste quantité de poudre de cantharide [un aphrodisiaque] et d'opium» a été embarquée en France depuis Ouchy, «petit port sur le lac de Genève dans le voisinage de Lausanne», ceci «dans le but pernicieux de préparer une potion pour les troupes françaises avant la bataille». Comme quoi il ne faut pas toujours se fier aux câbles des diplomates.

La chronique

Enlèvement élyséen



François Gross

Une pantalonade! C'est le genre adopté dimanche soir dernier sur France 2 par le président de la République française. Dépassé par les événements, il a feint d'en être l'organisateur. Cent cinq jours après avoir mis en ordre de marche pour les présidentielles de 2012 un gouvernement Balladur Plus lassés par ces périodes dignes de la Quatrième République que soulagés par l'intention de leur président, les Français en retiendront cependant que «la crise économique financière s'est estompée» auront toutefois noté un b et une omission. Le très carrique élu de 2007 a accompli d'un «semble-t-il», ce bulle de santé post-2008. Il a pas comme chat sur braise sur crise sociale que Dominique Strauss-Kahn juge à juste t préoccupante. Quant à l'almation selon laquelle la ci l'euro est «dominée», d'au l'estimeront téméraire à l' où l'incertitude pèse sur le du pétrole. Chaque jour q passe le rapprochant de la son quinquennat, l'homme la rupture et du volontarisme cède la place à un être ball par le flot des circonstances acharné à se mettre à dos s interlocuteurs sur la scène internationale - il vient de montrer en Turquie - com sur le sol hexagonal. Il y dé père ses partisans et fâche grands corps de l'Etat, étri par ses piques à l'emporte-A quatorze mois de l'échéa de son bail d'occupant de l sée, l'enlèvement menace.

Il était temps. Un vent de révolte balayait depuis deux mois la Tunisie, l'Egypte puis la Libye, tous membres de l'Union pour la Méditerranée, inventée en 2007 par le nouvel hôte de l'Elysée avant d'être plongée dans le coma. De silences empruntés en maladroites répétées, la France souffrait d'une extinction de voix. L'opiniâtreté et les mensonges de la responsable des Affaires étrangères ont écorché une partie du Quai d'Orsay, maison où la contestation publique n'est pas une pratique courante. Au point que la presse a publié un manifeste anonyme, aussitôt suivi d'une riposte d'origine même opaque. Des diplomates, habitués pourtant à courber l'échine sous des chefs incompetents ou fantasques - Philippe Douste-Blazy ou Ber-

Vous et nous

Vous écrivez

Donner un statut social aux artistes

Anne Papilloud, secrétaire générale du Syndicat suisse romand du spectacle - Le Syndicat, Prilly (VD)

Les propos relatés dans l'article «Les intermittents se mobilisent à Berne» (LT du 01.03.2011) ne reflètent que très partiellement la position du Syndicat suisse romand du spectacle. En effet le soutien, avec l'ensemble des associations professionnelles de Suisse, les revendications du Com 12a, tout en rappelant qu'il défend prioritairement l'emploi.

Nos «trois axes» et leur ordre de priorité ont été soutenus très largement par une assemblée publique ouverte à tous les professionnels. Il s'agit de se battre d'abord pour augmenter l'emploi aux spectacles; ensuite créer des emplois complémentaires et en lien avec nos compétences avec le projet Métiers; enfin de créer un statut social de l'artiste, qui permette d'augmenter la couverture sociale (retraite, maladie, accident, chômage) de tous les «intermittents».

Si le recours à l'assurance chômage est inévitable et nécessaire dans notre secteur, il faut cependant viser à diminuer son importance.

Parce que quand on est à l'assurance chômage le gain assuré ne représente que 70% du salaire moyen, que l'on y est très peu protégé en cas de maladie et que l'on n'y cotise pas à la LPP. Toutes ces raisons nous conduisent à nous battre pour que tous les employeurs puissent payer le travail réellement effectué (le temps d'apprenti

